



Dans ce numéro

Du symposium au colloque : une continuité stratégique 2

L'abaque de Régnier 3

La prospective au Québec 4

La prospective dans le monde 8

BULLETIN SPÉCIAL

La famille
à l'horizon
2 0 2 0



En préparation du

COLLOQUE-DÉBAT

30 octobre 2008
Université du Québec
à Trois-Rivières

La famille à l'horizon
2020



Conseil de la famille
et de l'enfance



Conseil de développement de la
recherche sur la famille du Québec

Du symposium au colloque : une continuité stratégique

Le 9^e symposium québécois de recherche sur la famille, tenu à l'Université du Québec à Trois-Rivières les 1^{er} et 2 novembre 2007, s'est terminé par une session plénière consacrée à la présentation de scénarios de la famille à l'horizon 2020. Nous lancerons l'automne prochain, lors du colloque, les « Actes » de ce symposium, soit un ouvrage regroupant l'ensemble des communications présentées en plénière, un texte décrivant la méthodologie prospective ainsi que le texte présentant les scénarios. Depuis ce symposium, le Conseil de la famille et de l'enfance (CFE) et le Conseil de développement de la recherche sur la famille du (CDRFQ) procèdent à des consultations, précisément autour des six scénarios que nous avons retenus à titre de cadre de référence.

Un colloque où tous pourront se faire entendre

Les résultats de ces consultations seront diffusés dans un bulletin de recherche remis aux participants du colloque-débat, qui aura lieu jeudi le 30 octobre prochain, toujours à l'Université du Québec à Trois-Rivières. Ce colloque donnera l'occasion à tous les participants d'exprimer leurs accords ou leurs désaccords, leurs préoccupations et leurs attentes face à l'avenir des familles. Pour ce faire, des ateliers de discussion sont prévus au programme. Nous souhaitons également que cette journée de débat s'achève sur des recommandations précises et sur des pistes d'action. Une publication subséquente fera le compte-rendu des discussions en atelier et des recommandations en plénière.

C'est dans ce contexte que s'inscrit le présent bulletin. On pourra y consulter des résumés d'exercices de prospective entrepris ici et à l'étranger. Nous revenons également sur la méthode utilisée lors des consultations que nous avons menées. Nous présentons enfin, sous forme d'encart, le programme préliminaire de ce colloque-débat auquel tous sont conviés.

GILLES PRONOVOST

Directeur général

Conseil de développement de la recherche sur la famille du Québec (CDRFQ)

La famille à l'horizon 2020 : phase 2

Le Conseil de la famille et de l'enfance et le Conseil de développement de la recherche sur la famille du Québec ont entamé, en 2006, une réflexion commune sur l'avenir des familles. Le 9^e Symposium québécois de recherche sur la famille, tenu au mois de novembre 2007, a été l'occasion de poser les premiers jalons de la démarche, présentant essentiellement les points de vue de plusieurs experts qui ont revisité les tendances actuelles pour éclairer l'avenir.

Un projet collectif

Lors de la 2^e phase, qui a débuté en 2008, les deux conseils ont invité plusieurs acteurs de la scène familiale à prendre part au projet. Le temps est venu d'interroger un plus large éventail d'acteurs sur des hypothèses d'évolution de certains aspects du devenir possible des familles et de dégager les trajectoires qui pourraient transformer positivement la vie des familles. Face à l'avenir, le jugement personnel est un élément d'information non négligeable pour prendre en compte les événements qui pourraient survenir (Godet, 2004).

Des opinions à partager

Pour la réalisation de cette phase, différents acteurs ont été ciblés. Les partenaires privilégiés des deux conseils ont été invités à partager leurs perceptions en regard de leur champ d'activité spécifique : il s'agit des représentants d'organismes familiaux, des scientifiques et des représentants gouvernementaux. Puisque le point de vue des jeunes constitue une source utile d'appréhension du futur, des étudiants de niveau collégial et universitaire ont été rencontrés. De plus, on a souhaité tenir compte de certaines situations plus spécifiques, telles que les réalités du monde rural. Les parents d'élèves, les travailleurs syndiqués et d'autres groupes pourront être invités à partager leur vision de l'avenir.

Des discussions à susciter

Les rencontres de consultation sont adaptées selon le profil des acteurs afin de faciliter leur capacité (aisance) à donner leur opinion et à faire part de leur perception à l'égard de l'évolution possible de certains aspects

déterminants pour l'avenir des familles québécoises. Nous remercions toutes les personnes pour leur participation, que ce soit dans le cadre d'une rencontre individuelle ou à l'intérieur d'un groupe de discussion. Leur contribution représente un apport essentiel pour la poursuite du projet.

Un rendez-vous à ne pas manquer

La consultation a débuté au mois de mars 2008 et pourrait se poursuivre jusqu'au mois de septembre. Par la suite, les différents points de vue seront mis en lien et analysés dans l'objectif d'améliorer les scénarios exploratoires. L'étape qui suivra la compilation des résultats sera la tenue du colloque, le 30 octobre 2008, où seront exposés et discutés les futurs souhaitables de la famille à l'horizon 2020 et les pistes d'action envisageables.

Source : GODET, Michel (2004). Manuel de prospective stratégique, tome 2 : *L'art et la méthode*, 2^e édition, Paris, Dunod, 412 p. (Stratégies et management).

CHANTALE DUMONT

Analyste-conseil

Conseil de la famille et de l'enfance

L'abaque de Régnier

L'intérêt de la prospective est de susciter la réflexion collective, de favoriser un langage commun et de partager un cadre de référence quant à l'évolution possible d'un champ d'observation. Plusieurs outils ont été développés pour faciliter l'expression des divers publics visés. Pour la cueillette des points de vue des étudiants de niveau collégial, ceux qui seront les jeunes parents en 2020, l'une de ces méthodes s'est imposée à nous, soit l'abaque de Régnier. Cette méthode, qui suit le principe du vote, se caractérise par sa clarté, sa rapidité et sa capacité à mettre en évidence les « signaux faibles », porteurs de valeur ajoutée et d'information.

L'origine de l'abaque de Régnier

C'est le Dr François Régnier qui a imaginé cette méthode en 1973. Ses observations à l'origine de l'abaque sont bien expliquées sur le site Internet qui fait la commercialisation de l'outil : *Colorvote.com*. Ainsi, il s'est rendu compte, en animant des études de cas avec des élèves ingénieurs ou des groupes de prospective, que de nombreux facteurs empêchent certaines personnes de s'exprimer spontanément en grand groupe (timidité, peur de la hiérarchie, peur de se tromper). Cette situation a pour conséquence que des idées à forte valeur ajoutée sont définitivement perdues; à l'inverse, on accorde

parfois beaucoup de temps aux personnes à l'aise dans la prise de parole, alors que leurs idées ne le méritent pas forcément. C'est pour ces raisons que le Dr Régnier a construit un mode de prise en compte des avis individuels et de leur consolidation utilisant un système de couleur simple.

L'abaque de Régnier : une idée simple

Cette méthode propose l'utilisation d'un système de couleur simple pour donner son opinion, présenter et analyser les résultats d'une consultation de groupe. Les participants doivent donner leur opinion sur des énoncés en utilisant un code de couleur selon le principe des 3 couleurs des feux de circulation : le vert indique qu'on est d'accord, le jaune que notre opinion est mitigée et le rouge qu'on n'est pas d'accord. Le nom d'abaque vient de la présentation des résultats qu'il permet : une image globale, d'ensemble, rapide ou instantanée des choix de réponses qui en émergent. Si on place en ligne les items et en colonne les participants, on obtient une image qui évoque l'allure d'un boulier.

L'évolution de la méthode

Les premières implémentations de l'abaque de Régnier ont été faites sur des cubes de bois puis ont évolué vers l'utilisation de

boîtiers électroniques. Aujourd'hui, l'abaque de Régnier peut être utilisé avec l'Internet. C'est une marque déposée et le concept est édité par e-motive sous la marque ColorVote(r). L'abaque de Régnier est utilisé depuis plus de trente ans dans les plus grandes entreprises européennes, telles Groupama, Sncg, EDF, Alcatel, Merlin Gérin et AFNOR.

En somme, on peut dire, comme Michel Godet, que : « La méthode est efficace, simple et rapide. Elle permet aux déviants [d'opinion] de s'exprimer (et les met en valeur). Il s'agit d'un excellent outil de communication : ce n'est pas le consensus qui est recherché, mais bien plutôt l'échange et le débat entre individus » (Godet, 2004 : 96).

Source : Michel Godet et al. (2004). *La boîte à outils de la prospective stratégique*, Cahiers du Lipsor, Cahier n° 5, 5^e édition, 114 p.

CHANTALE DUMONT

Analyste-conseil

Conseil de la famille et de l'enfance

Pour la réalisation de la consultation à l'aide de l'abaque de Régnier, vingt énoncés extraits des scénarios globaux ont été proposés aux participants. Ils s'arriment aux **trois niveaux d'observation** et aux questions de départ qui avaient été retenues par le groupe de travail.

I. Profil des familles de 2020 - À quoi ressemblera la famille de 2020 au regard des membres qui la composeront, des ressources économiques dont elle disposera et de son organisation sociale?

II. Modes de vie des familles de 2020 - Quel sera le déroulement d'une journée en 2020 pour chacun des membres de la famille, en fonction de la diversité des formes familiales et de l'évolution des valeurs, des rôles (séparation entre vie conjugale et vie familiale, par exemple) et des fonctions familiales?

III. Contexte dans lequel vivront les familles en 2020 - La société québécoise en 2020 sera-t-elle plus ou moins favorable aux familles?

Perspectives STS

Le projet *Perspectives STS* (pour « Science, Technologie, Société ») est piloté par le Conseil de la science et de la technologie - organisme consultatif relevant du Ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation - avec la collaboration de nombreux autres partenaires (énumérés en page d'accueil du site du projet, au <http://www.cst.gouv.qc.ca/LE-PROJET-PERSPECTIVES-Science,384>, sous « Comité de parrainage »). Les trois grands objectifs de ce projet à caractère prospectif sont les suivants : 1) « Sensibiliser tous les acteurs de la société québécoise à l'importance et à l'utilité de la science et de la technologie pour comprendre et résoudre les problèmes socioéconomiques »; 2) « Inviter la communauté scientifique à participer aux finalités sociales et économiques de la science et de la technologie et 3) « Mobiliser les partenaires du développement socioéconomique du Québec, y compris ceux du secteur scientifique et technologique, en vue d'identifier certains défis socioéconomiques majeurs auxquels le Québec sera confronté au cours des deux prochaines décennies et d'élaborer des plans stratégiques qui aideront à relever ces défis » (Conseil de la science et de la technologie, 2005d, p. 5).

Ce projet se déroule en *deux grandes phases* : la première en est une de *définition des grands défis socioéconomiques* de la société québécoise, pour les 20 prochaines années. Ces défis doivent pouvoir être relevés grâce à l'apport de la science et de la technologie. La seconde phase en est une *d'analyse et de prospective stratégique*, où les objectifs et les moyens à mettre en œuvre pour répondre aux défis de la première phase seront discutés conjointement entre les chercheurs et les utilisateurs de connaissances et de technologies (Conseil de la science et de la technologie, 2005b, p. 3-4). La *phase 1* du projet *Perspectives STS*, débutée en 2003, comporte les quatre étapes suivantes (dont découlent les quatre rapports cités en références).

L'*étape 1* a permis de concevoir un questionnaire d'enquête, après consultation auprès du grand public, visant à sonder « l'évolution d'une douzaine d'aspects de la vie sociopolitique, économique et culturelle québécoise depuis 20 ans; l'évolution future de ces mêmes aspects au cours des 20 prochaines années; le degré d'importance que ces mêmes aspects auront alors pour la

société québécoise et l'évolution possible de 27 tendances actuellement décelables » (Conseil de la science et de la technologie, 2005a, p. 1). On a alors pu dégager les *principales préoccupations* des Québécois face à l'avenir et sonder leurs *perceptions* relativement aux problématiques socioéconomiques qui pourraient poser problème d'ici 20 ans.

Pour l'*étape 2*, on a tenu un atelier de prospective qui a réuni une centaine de personnalités provenant de divers domaines et représentant différents milieux de la société, afin de dresser une première liste d'une quarantaine de *défis socioéconomiques* sur lesquels il serait intéressant de se pencher, toujours avec un horizon de 20 ans. Par défi, on entend ici « une cible que l'on veut atteindre, ou un problème qu'il faut résoudre, si l'on veut progresser ou simplement ne pas reculer » (Conseil de la science et de la technologie, 2005b, p. 6). Pourquoi a-t-on retenu une quarantaine de défis? « Parce que cet ordre de grandeur, espérait-on, permettrait d'obtenir des défis qui seraient ni trop généraux ni trop spécialisés, dans un éventail le plus large possible de domaines » (*ibid.*, p. 7).

À l'*étape 3*, cette liste de 40 défis a été ramenée à 7 défis pour lesquels l'apport de la science et de la technologie a été jugé le plus utile, après consultation auprès de plus de 1 300 chercheurs. Les 40 défis de départ étaient regroupés sous six grandes familles thématiques, à savoir : 1) Santé et habitudes de vie; 2) Environnement et ressources; 3) Économie, recherche et innovation; 4) Éducation; 5) Démographie et communautés et 6) Culture et société. Les chercheurs invités devaient faire ressortir les 5 défis qui leur paraissaient être les plus prometteurs sous l'angle de la contribution de la science et de la technologie, puis devaient déterminer lequel de ces défis était le plus important à leurs yeux (Conseil de la science et de la technologie, 2005c, p. 3).

Finalement, à l'*étape 4*, divers rapports thématiques faisant le point sur les 7 défis retenus ont été rédigés par autant de groupes de travail, pour exposer et expliquer ces défis ainsi que leurs diverses composantes scientifiques et technologiques. Les *sept grands défis* socioéconomiques retenus se résument ainsi: 1) Habitudes de vie; 2) Efficacité du système de santé; 3) Gestion des

ressources naturelles et développement durable; 4) Formation; 5) Créneaux stratégiques et prioritaires; 6) Énergies nouvelles et renouvelables et 7) Pauvreté (Conseil de la science et de la technologie, 2005d, p. i-iv).

La *phase 2*, qui a débuté à l'automne 2005, est toujours en cours. Elle a donné lieu, jusqu'à maintenant, à la publication de *rapports stratégiques* touchant quatre des sept défis mentionnés un peu plus haut, à savoir : « Défi efficacité du système de santé. Stratégie de recherche et d'utilisation des connaissances », « Défi habitudes de vie. Stratégie de recherche et de transfert », « Défi lutte contre la pauvreté. Plan stratégique de recherche et de transfert de connaissances pour lutter contre la pauvreté » et « Défi énergies nouvelles et renouvelables. Plan stratégique d'innovation en efficacité énergétique et en nouvelles technologies de l'énergie ».

Pour plus d'informations sur ce vaste projet et pour télécharger les divers rapports des *phases 1 et 2*, utilisez ce lien : <http://www.cst.gouv.qc.ca/LE-PROJET-PERSPECTIVES-Science,384>.

ÉLIZABETH COUTU

Agente de recherche et de communication
Conseil de développement de la recherche
sur la famille du Québec (CDRFQ)

avec la collaboration de Lise Santerre
Conseil de la science et de la technologie

RÉFÉRENCES

Conseil de la science et de la technologie (2005a). *Les préoccupations des Québécoises et des Québécois face à leur avenir. Résultats de l'enquête réalisée dans le cadre du Projet Perspectives STS*, Québec, Gouvernement du Québec, 98 p. (Étape 1)

Conseil de la science et de la technologie (2005b). *Construisez leur avenir : 40 grands défis pour le Québec. Rapport sur l'atelier de prospective organisé par le Conseil de la science et de la technologie, les 28 et 29 octobre 2004, à Bromont*, Québec, Gouvernement du Québec, 68 p. (Étape 2)

Conseil de la science et de la technologie (2005c). *Consultation des chercheurs sur les grands défis socioéconomiques et scientifiques du Québec. Rapport de l'étape 3 de Perspectives Science, Technologie, Société*, Québec, Gouvernement du Québec, 44 p. (Étape 3)

Conseil de la science et de la technologie (2005d). *Les contributions possibles de la recherche à sept grands défis socioéconomiques du Québec. Rapport de l'étape 4 de Perspectives Science, Technologie, Société*, Québec, Gouvernement du Québec, 78 p. (Étape 4)

La culture, notre avenir! 21 priorités citoyennes pour la culture québécoise

« Que devient la culture québécoise, que voulons nous qu'elle devienne? », telle était la question posée aux 1 500 participants d'un forum organisé par l'Institut du Nouveau Monde (INM), organisme indépendant non partisan, dans le cadre du Rendez-vous stratégique sur la culture, tenu de février à avril 2007. Ce forum participatif avait pour objectifs « de faire le point sur l'état de la culture québécoise et de proposer des pistes d'action concernant son avenir » (<http://www.inm.qc.ca/fr/activites/rendezvousstrategiques/surlaculture.html>). Des débats publics ont eu lieu dans onze villes du Québec (Carleton-sur-Mer, Gaspé, Gatineau, Montréal, Québec, Rimouski, Rouyn-Noranda, Saguenay, Sherbrooke, Trois-Rivières et Val-d'Or), afin d'échanger sur les grands enjeux collectifs de demain.

Une rencontre nationale a ensuite permis de colliger les propos exprimés lors de ces débats régionaux, afin de répondre à la question suivante: « Quels sont nos rêves collectifs? ». À titre d'exemples, voici quelques uns des rêves extraits du document intitulé « Des rêves collectifs pour le Québec de demain » (l'ensemble des rêves exprimés peuvent y être consultés : http://www.inm.qc.ca/pdf/rvsc/040_rvsc_reves_collectifs.pdf): « Faire du Québec un modèle de développement durable » (p. 2); « Que les acteurs culturels du Québec participent de façon significative à la gouvernance des projets culturels de leurs milieux, de leurs régions » (p. 3); « Que chaque jeune entre 16 et 22 ans ait fait le tour du Québec, région par région, sac à dos et auberge de jeunesse, transport gratuit » (p. 5); « Mon rêve : la parité homme-femme en culture » (p. 7); « Que les Québécois valorisent davantage, améliorent et soient fiers d'une langue française bien parlée » (p. 10); « Un Québec où l'école est accessible à tous, du primaire à l'université, sans oublier la formation continue » (p. 12).

C'est une sélection parmi les centaines de suggestions émises lors des consultations qui se retrouvent dans l'ouvrage ayant pour titre « La culture, notre avenir! 21 priorités citoyennes pour la culture québécoise », un supplément de l'Annuaire du Québec. Les 21 priorités retenues touchent, entre autres, aux domaines suivants : les valeurs et la citoyenneté, la langue française, l'immigration et les relations interculturelles, le pluralisme religieux, les nations autochtones, les régions, les politiques culturelles et le financement de la culture, les médias d'information et les nouvelles technologies, sans oublier l'éducation et le rôle de l'école (Ces 21 priorités sont énumérées dans un document téléchargeable au http://www.inm.qc.ca/pdf/rvsc/038_rvsc_21_priorites.pdf).

La synthèse des résultats de ce Rendez-vous stratégique sur la culture est accessible à l'adresse suivante : http://www.inm.qc.ca/pdf/rvsc/039_rvsc_resultats.pdf. Cette synthèse globale fait état des conclusions émises dans chaque atelier régional, « mais également des commentaires particuliers rapportés dans les compte rendus dans la mesure où ces commentaires illustrent un élément de consensus ou une divergence partagée par plusieurs » (p. 2). Des pistes d'action pour l'avenir de la culture québécoise y sont aussi proposées, comme celle-ci, extraite de la section « Valeurs et citoyenneté »: « Revaloriser le rôle et la place de la famille dans la transmission des valeurs fondamentales et de la culture identitaire québécoise, en complémentarité avec les institutions publiques, notamment l'école » (p. 19).

« La culture, notre avenir! 21 priorités citoyennes pour la culture québécoise » est une « invitation à entrer dans le dialogue, à contribuer à la mise en oeuvre des propositions, à s'en servir, à les partager et à les

transformer en parole signifiante et en action concrète », pouvait-on lire dans un communiqué de presse annonçant la parution de l'ouvrage (Communiqué, 31 janvier 2008). Pour tourner le dos à l'immobilisme et au fatalisme, et nous donner le goût de rêver à un futur choisi, et non subi.

ÉLIZABETH COUTU

Agente de recherche et de communication
Conseil de développement de la recherche sur
la famille du Québec (CDRFQ)

avec la collaboration d'Aude Lecoite
Institut du Nouveau Monde

RÉFÉRENCES

Lecoite, Aude et Saint-Pierre, Céline (sous la dir.) (2007). *La culture, notre avenir! 21 priorités citoyennes pour la culture québécoise, supplément de l'Annuaire du Québec*, Montréal, Éditions Fides, 160 p.

Québec 2018

Idées et projets pour demain

Le Conseil permanent de la jeunesse (CPJ) a entrepris, en 2002, un projet à caractère prospectif afin de souligner ses quinze ans d'existence, intitulé « Québec 2018. Idées et projets pour demain ». Si le Conseil permanent de la jeunesse concevait jusqu'alors la jeunesse comme « une entité fixée dans le temps, une tranche d'âge où les individus se succèdent mais où les problèmes demeurent » (CPJ, 2004b, p. 6), ce projet spécial tentait de sonder les opinions des 15-29 ans sur les problématiques et les réalités qu'ils pourraient vivre lorsqu'ils auraient de 30 à 44 ans. S'affranchir du moment présent et se laisser aller au jeu de l'anticipation... L'objectif de ce projet était, dit-on, de « soumettre au gouvernement, aux acteurs sociaux et à la population du Québec en général une vision de ce que pourrait être le Québec de 2018 et ce, dans tous les domaines » (CPJ, 2004b, p. 8).

Des rêves nécessaires

On dit les jeunes désabusés, individualistes, dépolitisés : il n'en est rien si l'on se réfère à cette publication engagée, qui se veut en quelque sorte un manifeste pour un futur Québec dynamique, ouvert, prospère. « Pour ceux qui se demandent encore pourquoi les jeunes sont si cyniques, nous n'avons pas de réponse certaine. Parce que la vraie question est plutôt la suivante : à travers le cynisme ambiant, peut-on rêver de mieux? » (CPJ, 2004a, p. 5). La réponse est manifestement « oui » : l'on peut et l'on doit rêver, avec audace, dit-on. « L'audace d'imaginer l'avenir dans lequel nous voulons vivre, puis l'audace de commencer dès maintenant à le construire » (*Idem.*). Rêver certes, mais de façon pragmatique.

Idées et projets pour demain

Au départ, Québec 2018 était « une tentative de saisir les aspirations d'une jeunesse qui sera appelée à relever les défis du monde de demain. Un monde où il reste tant à accomplir, où rien n'est encore déterminé et

où des luttes sont à mener pour réaliser un idéal » (CPJ, 2004b, p. 243). Cet idéal s'articule, dans cette publication, autour de cinq grandes sections, intitulées : « Un Québec libre et démocratique » (chapitre 1), « Un Québec solidaire » (chapitre 2), « Un Québec de savoir, de culture et de sagesse » (chapitre 3), « Un Québec de bien-être » (chapitre 4) et « Un Québec prospère et efficace » (chapitre 5).

Des recommandations ont été émises à la fin de chacun de ces chapitres, afin de proposer des traitements potentiels aux divers maux du Québec d'aujourd'hui. Au sein des chapitres 2, 3 et 4 (qui touchent de plus près, selon nous, la vie de famille et le bien-être des enfants), les idées suivantes, dont découlent plusieurs recommandations, sont abordées : « Élargir le concept de famille en aidant les familles avec personnes âgées » (p. 78), « Élargir le concept de famille en aidant les familles homoparentales » (p. 80), « Favoriser l'accès aux nouvelles techniques de reproduction » (p. 82), « Mettre de l'avant des mesures concrètes afin d'harmoniser le travail et la famille » (p. 84), « Soutenir financièrement les personnes désirant adopter un enfant à l'international » (p. 91), « Contrer le décrochage scolaire et social des jeunes » (p. 112), « Faire de l'école primaire et secondaire un véritable milieu de vie » (p. 113), « Revoir la structure du système d'éducation » (p. 127), « Promouvoir de saines habitudes de vie » (p. 151), « Agir sur l'alimentation des jeunes dès l'école primaire » (p. 158) et « Développer des infrastructures sportives partout au Québec » (p. 168).

Cet exercice, teinté des valeurs et des aspirations de la génération montante, se voulait une façon de « discerner un peu mieux les symptômes des maux véritables, et les accommodements temporaires des solutions durables » (CPJ, 2004a, p. 11). Pour se sortir la tête du sable, ne plus faire l'autruche, mais plutôt pour voir plus loin,

plus large, comme l'oiseau qui survole des zones inexplorées : c'est quelque fois en faisant un pas en arrière, pour prendre un peu de recul, que l'on fait le plus grand pas en avant...

ÉLIZABETH COUTU

Agente de recherche et de communication
Conseil de développement de la recherche
sur la famille du Québec (CDRFQ)

RÉFÉRENCES

Conseil permanent de la jeunesse (2004a). *Des rêves nécessaires. Préambule à Québec 2018*, Québec, Gouvernement du Québec, 19 p. (téléchargeable à l'adresse suivante : http://www.cpj.gouv.qc.ca/fr/pdf/quebec2018_preambule.pdf).

Conseil permanent de la jeunesse (2004b). *Québec 2018. Idées et projets pour demain*, Québec, Gouvernement du Québec, 260 p. (téléchargeable à l'adresse suivante : http://www.cpj.gouv.qc.ca/fr/pdf/quebec2018_idees_projets_pour_demain.pdf).

Exercice de prospective de la Caisse nationale des allocations familiales (CNAF)

Phase I. L'environnement de la politique familiale

La Caisse nationale des allocations familiales (CNAF), en France, rendait public, dans son Dossier d'études numéro 93 (juin 2007), son rapport intitulé « Travaux de prospective sur l'environnement de la politique familiale¹ ». Il y était question, entre autres, du vieillissement de la population, de la décentralisation des services publics, de la gouvernance sociale, de l'évolution des rapports au sein de la famille, des rapports hommes-femmes, de la diversification des situations familiales, de la solidarité intergénérationnelle et de l'attachement aux valeurs fondatrices de la sécurité sociale. Il est ressorti de cet exercice de prospective quatre scénarios des « futurs possibles » de la politique familiale française.

Le premier scénario, qualifié de tendanciel et intitulé « Le repli mécanique de la politique familiale », se caractérise par le prolongement des principales tendances actuelles : contexte économique plus ou moins favorable, vieillissement de la population, transitions familiales, etc. Ce scénario suppose un repli de la politique familiale par rapport à d'autres domaines de protection sociale.

Le second scénario, « Une politique familiale confortée », est le plus optimiste : tous les indicateurs sont au vert. Le contexte général soutient le développement de la politique familiale : croissance économique, dépenses publiques en direction des familles, stabilisation des transitions familiales, vieillissement contrebalancé par un taux de fécondité plus élevé qu'aujourd'hui. Ce scénario est basé sur la conjonction d'évolutions favorables.

Le troisième scénario, intitulé « La politique familiale contestée, sacrifiée », se veut pas mal plus sombre : faible croissance écono-

mique, explosion des dépenses publiques en santé et en soutien aux personnes âgées, universalité des allocations familiales remise en cause – pour ne cibler que les familles les plus démunies, selon une logique d'aide sociale. Les pouvoirs publics considèreraient la famille comme une affaire privée et laisseraient aux solidarités familiales le rôle antérieurement joué par la politique familiale.

Enfin, dans le quatrième scénario, « La politique familiale rénovée et recentrée », des arbitrages sont effectués entre les divers plans de la protection sociale, en faveur d'investissements pour les enfants et la jeunesse. On y privilégie l'angle préventif (l'investissement auprès des enfants) plutôt que curatif (politiques sociales pour adultes en difficulté) : il vaut mieux prévenir que guérir les problèmes sociaux. On y encourage le développement des services à la petite enfance, de même que la formation des jeunes.

Si certaines tendances sont plus prévisibles que d'autres, il n'en demeure pas moins que les évolutions possibles, « qui pourront être subies, choisies ou accompagnées, nécessitent aujourd'hui des expertises ou des synthèses d'expertises pour que les interrogations soient discutées et appropriées par les acteurs de la politique familiale » (Dossier d'études #93, juin 2007, p. 5).

Phase II. La politique familiale demain. Quatre scénarios exploratoires

La deuxième phase des travaux de prospective de la CNAF, ayant pour titre « La politique familiale demain. Quatre scénarios exploratoires »², a pour objectif d'illustrer quelques unes des conséquences qu'amènerait la réalisation des scénarios ci-haut mentionnés, relativement à cinq champs d'intervention retenus, à cinq problématiques, à savoir : 1) La petite enfance (0-5 ans);

2) L'enfance et la jeunesse (6-17 ans); 3) Les jeunes adultes (18-25 ans); 4) Le logement et 5) L'insertion.

Donc, pour chacun de ces cinq champs d'intervention de la politique familiale, les futurs possibles seront envisagés à travers l'exploration des quatre scénarios énoncés à la phase 1. À noter que le lecteur aura intérêt à consulter la synthèse des micro-scénarios par champs d'intervention se retrouvant sous forme de tableaux aux pages 199, 200 et 201, en annexe du rapport : l'exercice de couplage des quatre scénarios de prospective et des cinq domaines d'intervention étant quand même complexe, le fait de voir, d'un coup d'œil, toutes les variables en jeu simplifie grandement les choses.

Pour la problématique de la petite enfance, les trois questions suivantes sont à la base de l'investigation prospective et de la confection des quatre scénarios s'y rapportant : « Quels pourraient être les contours et le contenu d'un service public de la petite enfance? », « Quelles sont les conditions et les limitations du financement de l'arrêt d'activité d'un parent pour la garde de son enfant? » et « Faut-il privilégier les prestations ou les services? » (CNAF, Dossier d'études #100, p. 36).

Relativement au champ de l'enfance, on aborde la compensation pour la charge financière induite par la présence d'enfants ainsi que le soutien aux dispositifs d'occupation périscolaire et extrascolaire des enfants et des adolescents. On a de plus porté une attention particulière à la question de la redistribution horizontale ou verticale des ressources, à l'universalité ou au ciblage des prestations et de l'accès aux services, de même qu'aux objectifs d'une politique familiale (centrée sur l'enfant ou sur le renforcement de la fonction parentale?) (CNAF, Dossier d'études #100, p. 80).

Exercice de prospective de la Caisse nationale des allocations familiales (CNAF)

Pour le champ des jeunes adultes, on traite de l'autonomisation de cette clientèle de la politique familiale, via des notions de quotient familial, d'enfant à charge, de prestations fiscales, d'autonomie financière et/ou fiscale du jeune, etc. Un jeune adulte qui travaille et qui vit seul n'a pas les mêmes besoins qu'un autre qui serait encore aux études et qui habiterait toujours chez ses parents : les formes d'aide publique devraient en tenir compte (notions de familialisation vs individualisation, de ciblage vs universalité des aides, etc.). Ce chapitre est assez « fiscal » (CNAF, Dossier d'études #100, p.115).

En ce qui a trait à la problématique du logement, celle-ci s'articule en plusieurs volets, à savoir : le problème de la quantité des logements disponibles; le problème de la qualité de ces logements; et le problème de

l'accès au logement (hauts critères de sélection des locataires) mais aussi du maintien en logement (loyers élevés). On y traite de la politique globale du logement et des dispositifs de soutien spécifiques (CNAF, Dossier d'études #100, p.148).

Finalement, concernant la problématique de l'insertion, les points retenus pour alimenter la réflexion prospective sont les suivants : les modalités de ciblage, les dispositifs d'incitation à l'emploi, les modalités de la contrepartie et le mouvement de décentralisation (CNAF, Dossier d'études #100, p.189).

ÉLIZABETH COUTU

Agente de recherche et de communication
Conseil de développement de la recherche sur la famille du Québec (CDRFQ)

NOTES

¹ Ce document est téléchargeable au <http://www.cnaf.fr>; dans « Publications », sous « Dossiers d'études », sous # 93. Ce rapport de la CNAF fait suite au numéro 128 (décembre 2005) de sa publication périodique *Informations sociales*, dédié à la prospective des politiques familiales et sociales, à l'horizon 2015.

² Ce document est téléchargeable au <http://www.cnaf.fr>; dans « Publications », sous « Dossiers d'études », sous # 100. Ce rapport fait suite au *Dossier d'études* # 93, précédemment cité.

La prospective dans le monde

De nombreux projets à visée prospective sont en cours ou ont eu cours, un peu partout dans le monde. Certains projets ne touchent qu'une ville, d'autres incluent toutes les villes d'une région ou d'une province donnée, tandis que d'autres encore s'intéressent à la destinée de tout un pays. Nous avons retenu les cinq exemples suivants, afin de démontrer qu'un exercice de prospective peut se faire de bien des façons, mais surtout se pencher sur divers domaines de la vie en société. Nous vous résumons brièvement ces projets, mais nous vous indiquons les sites Web à visiter ainsi que les documents à télécharger afin d'en apprendre davantage sur chacune des démarches.

Burkina Faso 2025

Cette étude nationale de prospective, sous l'égide du Ministère de l'Économie et du Développement, s'est déroulée en trois phases : 1) la constitution d'une base d'information; 2) la construction de scénarios et 3) la détermination de la vision et la définition des

orientations stratégiques. Les objectifs poursuivis par cet exercice sont « de procéder à une analyse rétrospective de la situation économique, sociale, politique et culturelle; d'analyser les déterminants et les mécanismes d'évolution de la société; d'explorer le champ des avenir réellement envisageables ainsi que leurs conditions de réalisation; de définir le profil souhaité de la société en 2025; de dégager la stratégie de développement à long terme souhaitée ainsi que les stratégies à mettre en oeuvre pour rendre ces évolutions possibles; de définir le rôle et la place du pays au sein des différents ensembles régionaux; et d'élaborer un cadre d'intervention à long terme de tous les acteurs du développement » (Rapport général, 2005, p. 3). En cours de processus, on a construit des scénarios, au libellé presque poétique: « la renaissance et le rayonnement, ou l'étalon au galop », « la coalition et le bastion, ou la ruche des abeilles », « le ressaisissement et le dégagement, ou l'envol de l'albatros », « la tourmente et l'impasse, ou le Burkina Faso aux abois », « la convulsion

et la désagrégation, ou le village fantôme » (Rapport sur la vision prospective et les stratégies, 2005, p. 1). Plusieurs rapports découlant de cet exercice national de prospective, dont ceux cités ci-haut, peuvent être téléchargés au <http://www.medev.gov.bf/SiteMedev/burkina25/enp/index.html>. Pour accéder aux projets collectifs d'un pays dont on connaît très peu de choses!

France 2025

Lancé en avril dernier et chapeauté par Éric Besson, secrétaire d'État auprès du Premier ministre et chargé de la prospective et de l'évaluation des politiques publiques, ce projet vise à « produire un diagnostic stratégique pour les quinze ans à venir, qui décrive les différents scénarios d'évolution possibles [...] et définisse les moyens d'embrasser les opportunités les meilleures et d'éviter les scénarios les plus sombres » (<http://www.strategie.gouv.fr/IMG/pdf/avant-proposV2.pdf>). Pour lancer officiellement l'exercice et faciliter la réflexion au sein des

La prospective dans le monde

divers groupes de travail impliqués, un volumineux document faisant le point sur les grandes tendances actuelles, un état des lieux en 2008, vient d'être publié : « France 2025 : diagnostic stratégique » (http://www.premier-ministre.gouv.fr/IMG/pdf/RAPPORT_OFFICIEL.pdf). Ce document dresse le portrait de sept secteurs ou variables clés à prendre en considération pour l'avenir, à savoir : 1) Mondialisation; 2) Production; 3) Création; 4) Vivre ensemble; 5) Risques et protection; 6) Ressources rares; 7) État et services publics. À télécharger également, un autre document visant à soutenir cet exercice de prospective nationale, soit « La France dans 15 ans : tendances et ruptures, opportunités et risques » (http://www.strategie.gouv.fr/IMG/pdf/CAE_Prospective2025-avril_3.pdf), édité par le Centre d'Analyse Stratégique. Visitez le site www.strategie.gouv.fr pour plus d'informations et pour suivre l'état d'avancement des travaux.

Glasgow 2020

En 2005, Glasgow, la plus grande ville d'Écosse, a procédé à un exercice de prospective nouveau genre. Au lieu de se tourner vers les fonctionnaires publics ou les universitaires pour mener les travaux de réflexion et pour en arriver à construire des scénarios, on a impliqué la population directement, en lui demandant comment elle voyait l'avenir de la ville. Les habitants, soutenus dans cette démarche par Demos, un « think-tank » associatif au positionnement neutre, ont été invités à s'exprimer sur diverses facettes de la vie en société. L'objectif ici était « d'obtenir que les scénarios soient élaborés par la population, puis restitués aux décideurs publics – et non l'inverse comme à l'accoutumée » (<http://www.debat-public.net/fiches-dexemples/fiche-prospective-territoriale-glasgow-2020>). L'opération venait du principe que « si l'on ne peut pas imaginer le futur, comment espérer avoir un effet sur lui? » (Idem.). On a donc qualifié Glasgow 2020 de « projet pour l'imagination de masse ». Des centaines de personnes ont participé à diverses activités et concours, comme par exemple une collecte de souhaits et la création de récits mettant en scène le futur de la ville. Un site Web a été créé (www.glasgow2020.co.uk), afin de faciliter la

diffusion de l'information, de permettre à tous de suivre l'évolution des travaux et, pour ceux qui le désiraient, de prolonger les discussions. Une autre façon d'apprivoiser le futur!

Liège 2020

L'exercice de prospective intitulé « La province de Liège à l'horizon 2020 : choisir son avenir ou le subir? » a été mené avec la collaboration de Hugues de Jouvenel, du groupe Futuribles, à Paris. Cette démarche à visée régionale poursuivait deux objectifs : « permettre d'identifier la dynamique de la région, d'en faire le diagnostic et d'en formuler les futurs possibles », et de « permettre un débat parmi les acteurs de la région pour qu'ils puissent élaborer une vision partagée d'un futur souhaitable et créer un consensus sur la façon de le réaliser : qui doit faire quoi, quand et comment? » (http://www.liegeonline.be/lg2020/rapport_technique.pdf, p. 10). L'examen prospectif inclut six grandes thématiques, à savoir : le capital humain, les structures spatiales et les infrastructures, le système productif, le dynamisme social, le capital naturel et culturel et la gouvernance (http://www.liegeonline.be/lg2020/rapport_48pages.pdf, p. 10-11). Quatre avènements sont possibles, nous dit-on, pour la province de Liège, quatre scénarios libellés comme suit : 1) Les chiens de faïence; 2) Les loups entre eux; 3) L'hirondelle, 4) Le phénix. En prime, quatre hypothèses d'évolutions possibles de l'environnement extérieur de la Belgique : ce qui se passe à l'extérieur du pays influence ce qui peut s'y passer à l'intérieur. Consultez le site suivant pour en savoir plus sur cet exercice : <http://www.liegeonline.be/lg2020/scenarios.htm>.

Maroc 2025

Le projet « Perspectives 2025 » a été institué à l'occasion du cinquantenaire de l'Indépendance du Royaume du Maroc. Le site Web officiel de cet anniversaire (<http://www.rdh50.ma/fr/gt02.asp>) contient de nombreuses publications, riches en bilan et en questionnement, que l'on peut télécharger. À preuve le chapitre 6 du rapport général (<http://www.rdh50.ma/fr/general.asp>), intitulé

« 50 ans après, l'avenir en confiance » (<http://www.rdh50.ma/fr/pdf/general/chapitre6.pdf>), renferme plusieurs éléments de prospective : on y traite des points faibles et des points forts du pays, en suggérant des pistes d'action possibles pour un avenir choisi et souhaité. Dans la section des rapports thématiques (<http://www.rdh50.ma/fr/gt02.asp>), on peut avoir accès aux documents suivants : « Société, Famille, Femmes et Jeunesse », « Les mutations de la famille au Maroc », « Le mouvement des femmes au Maroc », « Jeunesse et changement social » et « Protection de l'enfance ». Dans la section des rapports transversaux (<http://www.rdh50.ma/fr/transversaux.asp>), l'« Enquête nationale sur les valeurs » est intéressante, mais encore plus encore le document ayant pour titre « Perspectives du Maroc à l'horizon 2025 : pour un développement humain élevé », qui traite véritablement de prospective. Ce rapport « fait le bilan d'un demi-siècle de développement humain et établit des perspectives à l'horizon 2025 en vue de consolider les choix publics et de dégager de nouvelles orientations d'avenir » (p. 9). On y présente des scénarios différenciés du développement futur du Maroc, en axant sur la notion de « nœuds » qu'il faut dénouer afin de permettre une croissance optimale au pays. Ces problématiques qui entravent le développement marocain sont : « Déficit en termes de gouvernance », « Déficit en termes de savoir », « Inégalité d'accès aux soins de santé », « Insuffisance de la création d'emploi », « Mobilité sociale limitée », « Pauvreté et vulnérabilité », « Déficit de développement local » et « Dégradation de l'environnement et des ressources naturelles » (Idem., p. 10). À voir, pour découvrir un pays riche en tradition, mais ouvert sur le monde.

ÉLIZABETH COUTU

Agente de recherche et de communication
Conseil de développement de la recherche
sur la famille du Québec (CDRFQ)

Pour les 10 ans de la banque Famili@ : un bilan de 25 années de recherche sur la famille au Québec

Introduction

Rendre compte de l'ensemble de la littérature scientifique concernant la famille au Québec n'est pas une mince affaire. C'est pourtant le défi que relève la banque de données Famili@ depuis bientôt dix ans. Le 14 mai prochain sera en effet l'occasion pour l'équipe de Famili@ de commémorer son 10^e anniversaire et de rappeler le travail qui, depuis les débuts de ce projet, a contribué à la création et au maintien de cette banque de données, consultée aujourd'hui par près de 150 personnes quotidiennement et contenant plus de 7 000 fiches à ce jour. Nous profitons donc de ce 10^e anniversaire pour présenter une image d'ensemble de Famili@, laquelle a connu certains changements depuis ses débuts. Dans les pages qui suivent, nous dresserons un bref historique de la banque, nous en décrirons les composantes et présenterons certains résultats concernant le domaine de la recherche sur la famille au Québec depuis 25 ans, résultats que les données de Famili@ nous ont permis de compiler.

Historique

L'origine de Famili@ remonte à 1995, année où le Conseil québécois de la recherche sociale (CQRS), la Conférence des recteurs et des principaux des Universités du Québec (CREPUQ) ainsi que le Conseil de développement de la recherche sur la famille du Québec (CDRFQ) ont lancé un appel d'offre pour la production d'une recension analytique des écrits scientifiques publiés depuis 1980 sur la famille au Québec. Renée B. Dandurand, professeure-chercheure à l'INRS, ainsi que Richard Cloutier, professeur à l'École de psychologie de l'Université Laval, ont répondu à cet appel d'offre et ont entrepris le projet de recenser et d'analyser la littérature de recherche sur la famille au Québec produite depuis 1980 dans le vaste domaine des sciences humaines¹.

Pour réaliser ce projet, Renée B. Dandurand, Richard Cloutier et leurs assistantes avaient produit plus de 2 000 fiches qui avaient servi à la rédaction du rapport susmentionné. À la suite de la publication de ce rapport, leur objectif était de rendre ces fiches accessibles sur le site Internet, aujourd'hui hébergé à cette adresse : <http://familia.ucs.inrs.ca>. L'équipe de recherche a obtenu, pour ce faire, une première subvention du Conseil québécois de la recherche sociale, qui a permis la construction du site Internet et la diffusion des premières fiches synthèse. Depuis, la banque de données a été mise à jour tous les ans², et l'été 2007 a été l'occasion d'y ajouter plus de 600 fiches. Soulignons que ce projet reçoit depuis 1999 le soutien financier du ministère de la Famille et des Aînés. Les locaux dans lesquels s'effectue chaque été la mise à jour de Famili@ sont ceux de l'INRS-UCS, qui offre son soutien technique à ce projet depuis les débuts³.

Description sommaire de la banque et sa fréquentation

La banque de données Famili@ recense des articles scientifiques sur la famille au Québec et couvre un large éventail de disciplines des sciences humaines⁴. Elle s'adresse :

- Aux professeurs, aux chercheurs, aux enseignants, aux assistants et aux étudiants

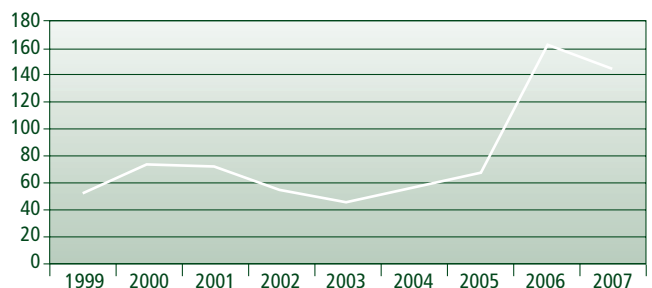
- Aux intervenants des services publics et parapublics
- Aux responsables des associations familiales et du milieu communautaire
- Aux analystes et aux décideurs gouvernementaux
- Aux responsables des milieux religieux, aux avocats, aux psychothérapeutes, aux conseillers matrimoniaux, etc.

La banque Famili@ vise à assurer une diffusion des connaissances sur la famille au Québec, diffusion qui nous permet d'atteindre les sous-objectifs suivants :

1. Favoriser un accès facile et une utilisation maximale des données de recherche sur la famille;
2. Éviter les chevauchements et les répétitions dans le choix des objets de recherche;
3. Ouvrir des avenues de recherche encore inexplorées;
4. Favoriser la coopération entre chercheurs de la famille;
5. Servir de référence aux milieux de pratique dans leurs activités d'intervention.

Depuis les débuts de Famili@, la fréquentation de la banque par les internautes a augmenté d'une façon constante. Les données disponibles nous ont permis de constater que, de 50 en 1999, le nombre de sessions quotidiennes est passé à 144 en 2007 (il a donc presque triplé), ce qui constitue, semble-t-il, un score honorable pour une banque de données relativement spécialisée. Par ailleurs, au fil des ans, les sites Internet ayant établi un hyperlien vers Famili@ n'ont cessé de croître. Ils étaient 37 à l'avoir fait en 2003; ils sont, à ce jour, 146.

Évolution de la fréquentation de Famili@
(nb de sessions quotidiennes) 1999-2007



Un mot sur la mise à jour et la gestion

Chaque été depuis 1998, Famili@ engage des étudiants en sciences humaines pour effectuer la mise à jour de la banque de données. Ces étudiants sont sélectionnés pour leurs aptitudes en recherche, pour leur habileté à rédiger de façon synthétique et pour leur aisance à apprendre et à utiliser des logiciels informatiques. L'agente de recherche de Famili@ supervise cette mise à jour, qui consiste essentiellement en trois étapes : la recherche documentaire, la formation d'une base de données et la rédaction des fiches synthèse composant Famili@.

Pendant le reste de l'année, une gestion hebdomadaire de la banque est également nécessaire : d'abord pour la mise en forme des fiches

Pour les 10 ans de la banque Famili@ : un bilan de 25 années de recherche sur la famille au Québec

synthèse élaborées lors de la mise à jour et pour leur publication dans le site Internet de Famili@; ensuite, pour s'occuper de diverses activités complémentaires, telles que répondre aux courriels des usagers, s'assurer que les hyperliens du site Internet fonctionnent, veiller à la promotion de la banque, etc.

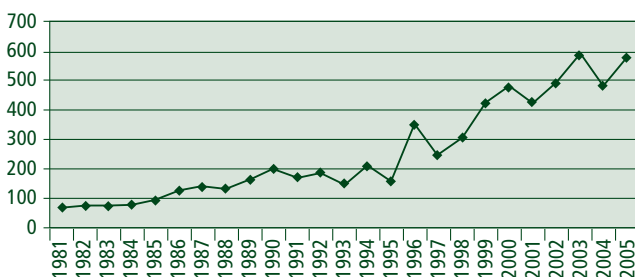
Un aperçu de 25 années de recherche

Si, au moment de la mise à jour de Famili@, les assistants de recherche rédigent les fiches synthèse que les usagers retrouvent sur le site Internet de Famili@, par ailleurs, chaque fiche fait l'objet d'une codification qui n'apparaît pas dans la version en ligne de Famili@, mais qui a de multiples utilités pour son équipe de recherche. Cette codification de l'écrit fournit des informations sur les grands axes thématiques de la recherche, sur le sexe et la discipline des auteurs, sur le type de document dans lequel est paru l'écrit recensé et, enfin, sur le type de données de recherche utilisées. En février 2008, par exemple, dans le cadre du colloque *Le nouveau contrat familial*, organisé par le partenariat *Familles en mouvance et dynamiques intergénérationnelles*, l'équipe de recherche de Famili@ a présenté, à l'aide de cette codification, un bilan des 25 dernières années de la recherche sur la famille au Québec⁵. Les données qui suivent sont extraites de cet exposé.

Le nombre de titres

Famili@ a enregistré une évolution constante du nombre de titres recensés depuis 1981, évolution plus marquée depuis les dix dernières années. En effet, 40 % des écrits datent de 2001-2005 et 28 %, de 1996-2000, comme le montre le graphique suivant.

Évolution des titres en nombre (1981-2005)



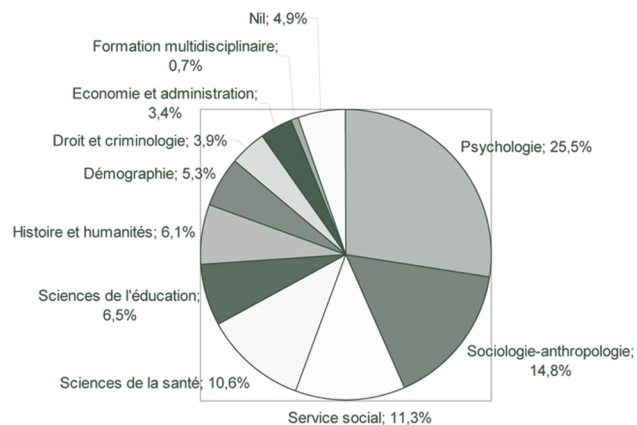
Source : Dandurand, Renée B., Anne Deret et Sylvie Jutras (2008)

Le sexe des auteur(e)s

Les auteurs des écrits recensés sont en majorité des femmes; elles représentent en effet plus de la moitié des auteurs qui publient sur la famille au Québec. Ces auteures sont surtout attachées au regroupement *sociologie-anthropologie* (67 %) ou à *histoire-humanités* (61 %). Quant aux auteurs masculins, ils sont plus nombreux en *économie-administration* (43 %) et en *démographie* (45 %). La participation des hommes diminue au cours de la période (1981-2005), leur proportion est en effet passée de 33 % à 18 %. Le pourcentage d'équipes mixtes a par ailleurs beaucoup augmenté, passant de 10 % en 1981 à 25 % en 2005, ce qui nous permet de faire l'hypothèse que plusieurs hommes ont intégré des équipes mixtes au fil des ans.

Les disciplines des auteurs⁶

- Entre 1981 et 2005, chaque regroupement disciplinaire a accru, en nombre d'écrits, sa participation à la recherche sur la famille au Québec. En termes de pourcentage cependant, et au fil de l'évolution de la période, certains regroupements perdent du terrain alors que d'autres en gagnent.
- Le regroupement *psychologie* est le plus important contributeur, de façon stable entre 1981 et 2005, fournissant autour de 25 % des écrits.
- Le regroupement *sociologie-anthropologie* tient encore, en 2005, la 2^e place, après avoir connu, depuis le milieu des années 1990, une baisse de sa participation relative. Le regroupement est rejoint, en 2^e place, par *service social* et *sciences de la santé*, qui ont connu, depuis dix ans, une montée importante de leur contribution relative.
- Suivent ensuite les *sciences de l'éducation* (aussi en montée), *histoire et humanités* ainsi que *démographie*, ces deux derniers regroupements ayant proportionnellement perdu du terrain.
- Les équipes multidisciplinaires sont responsables de 12 % des écrits. Leur participation à la recherche sur la famille au Québec quadruple entre 1981 et 2005.
- Pour l'ensemble de la période (1981-2005), le graphique suivant permet de visualiser la contribution de chaque regroupement disciplinaire au champ de la recherche sur la famille au Québec.



Les grands axes de recherche

- L'axe qui rallie le plus grand nombre d'écrits est celui de *fonctionnement de la famille* qui, de 1981 à 2005, demeure plutôt stable et réunit entre 29 % et 32 % de la recherche.
- Vient ensuite l'axe *problèmes familiaux*, qui connaît une augmentation importante pendant les années 1990 (de 16 % à 24 %), suivie d'une baisse dans les années 2000.
- L'axe *familles et institutions* est celui qui augmente le plus (d'environ 11 %) pour atteindre le 2^e rang pendant les dix dernières années.
- Les *conditions de vie des familles* rallient de façon stable à travers les années le plus petit nombre d'écrits (autour de 10 %). Cet axe peut sans doute être considéré comme le plus négligé.
- Enfin, l'axe *macroscopie de la famille*, qui se tenait au 2^e rang entre 1981 et 1995, connaît une baisse importante pendant les 10 dernières années.

Le type de document dans la diffusion de la recherche

- Les articles de revues arbitrées par les pairs sont les plus importants diffuseurs de la recherche. Ils augmentent de 25 % à 30 % entre 1981 et 2005.
- À partir des années 1990, on constate une augmentation assez marquée des mémoires et des thèses universitaires (de 14 % à 24 % des écrits).
- Enfin, si les rapports d'organismes publics et parapublics ainsi que les actes de colloque sont en baisse, la publication de livres, elle, demeure relativement stable.

Le type de données de recherche

- De 1981 à 2005, la recherche sur la famille s'appuie davantage sur des données quantitatives (32 %) que qualitatives (24 %).
- Un petit pourcentage d'écrits (6 %) a recours aux deux types de données, alors que les écrits théoriques sont très peu nombreux (1 %).
- La plupart des écrits (40 % en 1981 et 28 % en 2005) s'appuient sur des données diverses (historiques, judiciaires, etc.)

Conclusion

Ces résultats permettent de dégager les grandes tendances de la recherche sur la famille au Québec. Ces tendances suggèrent des pistes pour une réflexion sur nos méthodes et nos objets d'étude. Pour conclure, il importe de rappeler quelques *retombées de la banque Famili@* dans la recherche sur la famille au Québec : 1) La présence même de Famili@ comme outil de recherche unique (dont ne disposent pas tous les domaines de recherche) a incité des étudiants à choisir de travailler sur la famille. En ce sens, la banque a sans doute *suscité une relève de la recherche sur la famille*; 2) Une banque de données accessible aux écrits de tous les chercheurs (apprentis et seniors) a permis de *faire connaître les chercheurs d'ici* aux uns et aux autres; 3) Une banque de données accessible à tous (et pas uniquement aux chercheurs) autorise la circulation des connaissances au-delà des cercles académiques et permet en somme une *démocratisation des savoirs* auprès des citoyens.

DOMINIQUE BRIÈRE, RENÉE B. DANDURAND ET ANNE DERET
INRS-Urbanisation, Culture et Société

RÉFÉRENCES

Dandurand, Renée B., Anne Deret et Sylvie Jutras (2008). « Pour les 10 ans de Famili@! Un bilan de 25 années de recherche sur la famille au Québec », dans le cadre du colloque *Le nouveau contrat familial*, organisé par le partenariat *Familles en mouvance et dynamiques intergénérationnelles*, le jeudi 28 février 2008.

Cloutier, Richard, Renée B. Dandurand, Anne Deret, Janique Dion, Isabelle Nadeau, avec la collaboration de Josée Carrier, Carmen Gill, Barbara-Ann Marcoux et Caroline Patenaude (1997). *Analyse de la littérature de recherche sur la famille au Québec (1980-1996): thématique et configuration*, Rapport de recherche déposé au CQRS, à l'INRS-Culture et société et au CRSC-Université Laval, 326 p.

Institut national de la recherche scientifique (INRS) (2007), Site Internet de l'INRS (consulté le 22 octobre 2007).

Famili@, banque de données de la recherche sur la famille au Québec, INRS-UCS, <http://familia.ucs.inrs.ca>

NOTES

¹ Cloutier, R. et R. B. Dandurand, avec l'assistance de A. Deret, J. Dion, I. Nadeau, J. Carrier, C. Gill, B.-A. Marcoux et C. Patenaude (1997). *Analyse de la littérature de recherche sur la famille au Québec (1980-1996): thématique et configuration*, Rapport de recherche déposé au CQRS, INRS-Culture et Société et CRSC- Université Laval, 326 p.

² Le projet Famili@ est sous la direction principale de la professeure-chercheuse Renée B. Dandurand. Depuis les débuts de Famili@, et ce jusqu'à tout récemment, la supervision du travail de mise à jour de cette banque de données a été effectuée par l'agente de recherche Anne Deret, de l'INRS-UCS. Cette responsabilité est en ce moment assurée par Dominique Brière, une étudiante à la maîtrise en sociologie à l'Université de Montréal, qui a participé à la mise à jour de Famili@ en 2006 et en 2007, et qui est assistante de recherche à l'INRS-UCS.

³ L'INRS est un institut « voué à la recherche et à la formation de haut niveau » (INRS, 2007); il chapeaute quatre centres de recherche, dont le centre Urbanisation, Culture et Société (UCS), qui emploie plus de trente professeurs-chercheurs.

⁴ Administration, anthropologie, architecture, arts-thérapies, communications, criminologie, démographie, droit, éducation physique, éducation, études littéraires, études urbaines, géographie, gérontologie, histoire, médecine, nutrition et diététique, orientation scolaire et professionnelle, philosophie, psychiatrie, psycho-pédagogie, psycho-éducation, psychologie, récréologie, relations industrielles, santé publique et communautaire, science économique, sciences humaines appliquées, science politique, sciences infirmières, sciences religieuses, service social, sexologie, sociologie.

⁵ Un article à paraître dans la revue internationale *Enfances, Familles, Générations* en présentera les principaux résultats.

⁶ Pour en faciliter le traitement statistique, les nombreuses disciplines des sciences humaines (26 disciplines au total) recensées par Famili@ ont été réunies en dix regroupements disciplinaires.



est le bulletin de recherche du Conseil de développement de la recherche sur la famille du Québec.

Le Conseil a pour mission de promouvoir la recherche sur la famille et de contribuer à la diffusion et à la mise en application de ses résultats dans les milieux de pratique.

Éditeur

Conseil de développement de la recherche sur la famille du Québec (CDRFQ)

80, chemin du Passage, suite 340

Trois-Rivières (Québec) G8T 2M2

Tél. : 819 373-3300

Site Internet : www.uqtr.ca/cdrfq

Courriel : cdrfq@bellnet.ca

Comité exécutif

Jean-Pierre Lamoureux, président

Chantal Royer, vice-présidente

Victor Bilodeau, secrétaire

Jocelyne Moreau, trésorière

Gilles Pronovost, directeur général

Coordination

Élizabeth Coutu, agente de recherche et de communication

Graphisme

Lucile Baril

Imprimerie

Imprimerie Dupont

Dépôt légal

Bibliothèque nationale du Québec

Bibliothèque nationale du Canada

ISSN : 1481-0271